

Delphine MERCIER
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique
17 Rue Marie Curie
44230 ST SEBASTIEN SUR LOIRE

FONDATION D'ENTREPRISE SODEBO

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31/12/2023

FONDATION D'ENTREPRISE SODEBO

**Siège social : ZI du District
Saint-Georges-de-Montaigu
85600 MONTAIGU-VENDEE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS AU 31/12/2023

Aux membres associés,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FONDATION D'ENTREPRISE SODEBO relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la FONDATION D'ENTREPRISE SODEBO à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des autres documents adressés aux membres associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres associés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la FONDATION D'ENTREPRISE SODEBO à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Sébastien sur Loire,
Le 10 juin 2024

Delphine MERCIER

✓ Certified by  yousign

Delphine MERCIER

Commissaire aux Comptes

**Membre de la Compagnie
Régionale Ouest-Atlantique**

COMPTES ANNUELS

Actif		Au 31/12/2023		Au 31/12/2022	
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	35 791	35 791		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	35 791	35 791		
Actif immobilisé	Terrains				
	Constructions				
	Inst. techniques, mat. out. industriels				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
	TOTAL				
	Total I	35 791	35 791		
Stocks et en cours					
Actif circulant	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	TOTAL				
Valeurs mobilières	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	229 890		229 890	250 647
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾				
	Total II	229 890		229 890	250 647
Frais d'émission des emprunts		III			
Primes de remboursement des emprunts		IV			
Ecart de conversion Actif		V			
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	265 682	35 791	229 890	250 647
Renvois					
(1) Dont droit au bail					
(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)			
Situation nette (sous-total I)			
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total I		
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 890	14 795
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 586	174
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	226 414	235 677
Total IV		229 890	250 647
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		229 890	250 647
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022
		12 mois	12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	321 541	256 141
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		321 541	256 141
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	19 228	14 491
	Aides financières	307 337	242 146
	Impôts, taxes et versements assimilés		
	Salaires et traitements		
	Charges sociales		
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations		54
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges		
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		326 565	256 692
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-5 023	-551

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	6 609	725
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		6 609	725
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilés		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV			
2. Résultat financier (III-IV)		6 609	725
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		1 586	174
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI			
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 586	174
Total des produits (I + III + V)		328 151	256 866
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		328 151	256 866
EXCEDENT OU DEFICIT			
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

ANNEXE

1 Principes et méthodes comptables

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

1.1 Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

La Fondation d'Entreprise SODEBO a pour but de concevoir, assister et entreprendre, sans recherche de but lucratif, toute activité d'intérêt général dans tous domaines et en particulier dans les domaines inscrits dans ses statuts.

La Fondation d'Entreprise SODEBO mettra en œuvre tous moyens en vue de l'accomplissement de son objet social et en particulier :

- l'attribution de subventions, prix, bourses et dons
- la tenue de conférences, colloques et expositions, séminaires
- la publication de bulletins, revues, ouvrages
- la conclusion de toute convention nécessaire à l'accomplissement de sa mission avec des organismes publics ou privés.

2 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

2.1 Actif immobilisé

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation, et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Logiciel amorti sur une durée de 5 ans.

2.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations	Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
			Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	35 792	-	-	35 792
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat. bur., informatique, mobilier	-	-	-	-
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	Total III	-	-	-	-
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-
Total général		35 792	-	-	35 792

2.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

	Immobilisations	Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	35 792	-	-	35 792
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	-	-	-	-
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	-	-	-	-
	Immo. Grevés de droits	-	-	-	-
	Total III	-	-	-	-
	Total général	35 792	-	-	35 792

2.2 Actif circulant

2.2.1 Produits à recevoir

	N	N-1
Intérêts courus à recevoir CET	1 703	374
TOTAL	1 703	374

2.3 Passif

2.3.1 Etat des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 890	1 890	-	-
Dettes fiscales et sociales	1 586	1 586	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	-	-	-	-
Autres dettes	-	-	-	-
Produits constatés d'avance	226 414	226 414	-	-
TOTAL	229 890	229 890	-	-

2.3.2 Charger à payer

	N	N-1
Fournisseurs factures non parvenues	1 890	1 796
TOTAL	1 890	1 796

2.3.3 Produits constatés d'avance

	N	N-1
Produits constatés d'avance	226 414	235 678
TOTAL	226 414	235 678

Au cours de l'exercice 2023, la fondation a effectué des donations en numéraire pour un montant de 307 337 €. A ce jour, le montant non encore reversé au titre de ses différents plans pluriannuels représente la somme de 226 414 €. Cette somme a été intégralement constatée en produits constatés d'avance. Dans le tableau de l'état des dettes, ce produit constaté d'avance a intégralement été porté à l'échéance de moins d'un an, aucune répartition n'étant connue quant au rythme de redistribution de ces fonds dans le cadre du plan pluriannuel.

3 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

3.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Garanties		
Créances cédées non échus		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis à l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées		
Engagements assortis de sûretés réelles		
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		
Autres engagements		

3.2 Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	54 422	53 542
Dons en nature		
Total	54 422	53 542
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

La fondation d'entreprise SODEBO bénéficie de contributions en nature qui ne représentent aucun flux financier et n'ont pas d'impact sur le résultat de l'exercice. Elles correspondent à la rémunération brute chargée du personnel de la société SODEBO affectée aux activités de la fondation au cours de l'exercice ou mises à disposition d'une association sous forme de mécénat de compétences.

3.3 Autres informations

La fondation d'entreprise SODEBO a initialement été créée pour une durée de 5 ans avec une obligation de verser avant le 17 janvier 2016 la totalité des fonds qui lui avaient été attribués par ses fondateurs, à savoir la somme de 600 000 €. Cette obligation a été respectée. En outre, des compléments au programme d'action pluriannuel initial ont été perçus par la fondation pour 200 000 € en décembre 2012 et pour 600 000 € en décembre 2013. Au titre de la prorogation de la fondation en février 2016, la fondation a conservé le reliquat de ces fonds complémentaires perçus.

La fondation d'entreprise SODEBO a été prorogée pour une durée de 5 ans avec une obligation de verser avant le 2 février 2021 la totalité des fonds qui lui ont alors été attribués par ses fondateurs, à savoir la somme de 1 000 000 €. L'ensemble des fonds de ce plan pluriannuel a été perçu par la fondation dès décembre 2015. Par avenants successifs du 17 octobre 2018 et du 27 avril 2020, certaines des sociétés fondatrices ont pris l'engagement de majorer de respectivement 500 000 € et 300 000 € leur participation au programme d'action pluriannuel de la fondation. L'ensemble des fonds de ces majorations du plan pluriannuel ont été perçus par la fondation respectivement dès octobre 2018 et mai 2020.

La fondation d'entreprise SODEBO a été prorogée pour une durée de 3 ans (2021-2024) avec une obligation de verser les fonds qui lui ont alors été attribués par son fondateur, à savoir la somme de 900 000 €, répartie sur les 3 années du plan pluriannuel. Les versements ont été réalisés respectivement début 2021, début 2022 et début 2023.

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 19 octobre 2023 a décidé de proroger la durée de la Fondation d'entreprise SODEBO de 5 ans à compter du 28 février 2024.

La refonte des statuts de la fondation d'entreprise SODEBO en date du 21 février 2024 fait mention d'un nouveau programme pluriannuel d'un montant total de 1 500 000 € (300 000 € par année). Les versements sont garantis par une caution bancaire de 2025 à 2028.